

Tableau synoptique

Loi sur la formation continue des adultes (RS/VS 417.4)

état au 16 novembre 2018

Texte en vigueur	Modifications 2018
<p>Section 1: Dispositions générales</p> <p>Art. 1 But et objet</p> <p>¹ La présente loi a pour but d'encourager la formation continue des adultes, déterminante pour l'épanouissement des personnes et le développement harmonieux de la société.</p> <p>² Elle contient les dispositions relatives au soutien et à la promotion et/ou à la mise en place des activités de formation continue des adultes, notamment dans ses formes les plus innovantes.</p>	<p>Chapitre 1 : Dispositions générales</p> <p>Art. 1 But et objet</p> <p>¹ La présente loi vise à promouvoir et à renforcer la formation continue, en tant que partie intégrante de l'apprentissage tout au long de la vie et de la gestion de l'employabilité, au sein de l'espace valaisan de formation et du marché de l'emploi.</p> <p>² La présente loi:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) détermine les principes applicables à la formation continue et reprend ceux fixés dans la LFCo; b) détermine les différents organes et acteurs de la formation continue et arrête leurs compétences; c) fixe les principes du financement de la formation continue; d) règle l'encouragement de l'acquisition et du maintien des compétences de base chez l'adulte; e) règle l'encouragement des formations qualifiantes non subventionnées par la Confédération et ayant un intérêt pour l'économie cantonale; f) règle l'encouragement de la formation continue non formelle ; g) crée le fonds cantonal en faveur de la formation continue et fixe son organisation, ses objectifs, ses prestations ainsi que ses ressources.
<p>Art. 2 Définition</p> <p>La formation continue comprend l'ensemble des mesures permettant aux adultes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de compléter leur formation initiale obligatoire, du deuxième degré ou tertiaire b) de compléter une formation préalable; 	<p><i>Article 3</i></p>

<p>c) d'acquérir des connaissances et des compétences personnelles, professionnelles et sociales; d) de favoriser la validation de leurs compétences</p>	
<p><i>Article 3 / ajout nouvel article</i></p>	<p>Art. 2 Champ d'application</p> <p>¹ La présente loi s'applique à tous les domaines de la formation continue des adultes qui ne sont pas régis par des dispositions spécifiques fédérales ou cantonales.</p>
<p>Art. 3 Champ d'application</p> <p>La loi s'applique à tous les domaines de la formation continue des adultes qui ne sont pas régis par des dispositions spécifiques fédérales ou cantonales.</p>	<p><i>Article 2</i></p>
<p><i>Article 2</i></p>	<p>Art. 3 Définition</p> <p>¹ La formation continue se définit comme l'ensemble des mesures utiles professionnellement et socialement dont peuvent bénéficier les personnes désireuses de maintenir leur niveau de compétences, d'améliorer leur niveau de formation, de développer leurs connaissances générales ou leurs qualifications professionnelles. Elle permet de développer leur employabilité et de la conserver.</p> <p>² La formation continue tient compte des activités économiques, socio-culturelles et environnementales du Canton.</p>
<p>Art. 4 Egalité entre homme et femme</p> <p>^{1.} L'égalité entre homme et femme en matière de formation continue est garantie.</p> <p>^{2.} Dans la présente loi, toute désignation de personne, de statut ou de fonction s'entend indifféremment au féminin et au masculin.</p>	<p><i>Reprise de l'alinéa 1 à l'article 10</i> <i>Alinéa 2 mentionné en note de bas de page</i></p>

<p><i>Article 5</i></p>	<p>Art. 4 Objectifs</p> <p>¹ L'Etat poursuit en matière de formation continue les objectifs suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) soutenir les initiatives individuelles et collectives de formation continue; b) créer des conditions permettant à chacun de suivre des formations continues; c) améliorer les chances des personnes peu qualifiées sur le marché de l'emploi; d) créer des conditions cadres favorables aux prestataires de formation continue tant publics que privés; e) garantir la coordination des offres de formation continue réglementées et soutenues par la Confédération, les cantons, les communes et les associations professionnelles; f) promouvoir les innovations, les développements et l'implication des différents partenaires; g) favoriser les mesures de formation continue destinées aux personnes issues de catégories sociales ou professionnelles désavantagées ou elles souhaitant intégrer ou réintégrer le monde professionnel.
<p>Section 2: Principes</p> <p>Art. 5 Action de l'Etat</p> <p>¹ L'Etat fonde son action sur les principes suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il évalue les besoins de formation continue et prend les mesures utiles pour y répondre; b) il veille à la qualité des formations continues qu'il soutient et favorise le développement de moyens de reconnaissance et de validation des acquis; c) il favorise particulièrement les mesures de formation continue en faveur des catégories sociales ou professionnelles désavantagées; d) il favorise des mesures de formation continue destinées aux personnes souhaitant intégrer ou réintégrer le monde professionnel; 	<p><i>Article 4</i></p>

<p>e) il facilite l'accès à la formation continue des adultes, notamment dans les régions éloignées;</p> <p>f) il encourage la coordination des activités, notamment entre les régions linguistiques, en tenant compte de leur spécificité;</p> <p>g) au besoin, il organise la mise en place de formations continues ou mandate à cet effet des organismes publics ou privés.</p> <p>² Le soutien de l'Etat est subsidiaire et tient compte de l'offre du secteur privé.</p>	
<p><i>En complément à l'article 5 / article 7</i></p>	<p>Chapitre 2 : Principes</p> <p>Art. 5 Responsabilités</p> <p>¹ La formation continue relève d'abord de la responsabilité individuelle.</p> <p>² Les employeurs, tant publics que privés, favorisent et s'impliquent dans la formation continue de leurs collaborateurs.</p> <p>³ Les associations professionnelles contribuent à ce que la formation continue soit accessible à chacun en fonction de ses capacités.</p> <p>⁴ Les communes participent à la mise en place de mesures de formation continue adéquates aux besoins locaux identifiés.</p> <p>⁵ L'Etat facilite l'accès à la formation continue des adultes.</p> <p>⁶ Le Conseil d'Etat peut mettre sur pied des mesures particulières facilitant l'accès à la formation continue des adultes.</p>
<p>Art. 6 Bénéficiaires</p> <p>Les adultes qui participent à une action de formation continue le font librement, sous leur propre responsabilité.</p>	<p><i>Article 5</i></p>

<p><i>En complément à l'article 5</i></p>	<p>Art. 6 Financement de l'Etat</p> <p>¹ L'Etat participe au financement de la formation continue des adultes, son soutien est subsidiaire et tient compte de l'offre du secteur privé.</p> <p>² La participation de l'Etat est liée à l'existence d'un intérêt public, à la qualité de l'action de formation et à une contribution du bénéficiaire dont les modalités sont fixées dans un arrêté.</p> <p>³ Le Grand Conseil fixe les crédits budgétaires sur la base d'une planification financière pluriannuelle.</p> <p>⁴ S'il est nécessaire et opportun, le Conseil d'Etat peut prendre des mesures spéciales limitées dans le temps pour un public cible.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 7 Intégration au système suisse de formation</p> <p>¹ L'Etat priorise les mesures de formation continue qui s'inscrivent dans le système suisse de formation.</p>
<p>Section 3: Organes</p> <p>Art. 7 Conseil d'Etat</p> <p>¹ Au besoin, le Conseil d'Etat prend les mesures suivantes:</p> <p>a) il encourage, par le biais de subventions, les actions de formation qui revêtent une utilité publique. Ces actions font alors l'objet de mandats de prestation ad hoc;</p> <p>b) il met à la disposition des acteurs de la formation continue certaines infrastructures cantonales;</p> <p>c) il assure la promotion de la formation continue ; met à disposition du public et des organisateurs de formation une banque de données rassemblant les offres existantes en Valais et encourage le développement des bibliothèques publiques, des centres d'informations et de documentation;</p> <p>d) il prend l'initiative, si possible avec d'autres collectivités publiques ou des milieux privés, d'organiser des actions de formation; décide d'adhérer à des</p>	<p><i>Article 5</i></p>

<p>organisations interrégionales, intercantionales ou internationales de formation continue des adultes et de s'associer à leurs projets;</p> <p>e) il soutient des actions visant à la formation de formateurs d'adultes ou à leur perfectionnement;</p> <p>f) il encourage le développement et l'utilisation de méthodes et de techniques novatrices en matière de formation continue des adultes, notamment la formation à distance.</p> <p>² En principe, les mesures prises en vertu de cette loi ne doivent pas concurrencer les offres privées de formation continue.</p>	
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 8 Assurance et développement de la qualité</p> <p>¹ Les prestataires de formation continue sont responsables de l'assurance et du développement de la qualité.</p> <p>² L'Etat peut soutenir les procédures d'assurance et de développement de la qualité en vue d'instaurer la transparence et la comparabilité des cursus et des titres de la formation continue.</p> <p>³ L'assurance et le développement de la qualité des offres de formation continue réglementées et soutenues par l'Etat doivent être garantis dans les domaines suivants, notamment:</p> <p>a) informations relatives aux offres;</p> <p>b) qualification des formateurs;</p> <p>c) programmes d'enseignement;</p> <p>d) procédures d'examens.</p>

<p>Art. 8 Département</p> <p>¹ Le Département chargé de la formation (ci-après Département) est compétent pour la coordination de la formation des adultes.</p> <p>² Il assure la liaison avec les collectivités publiques, les institutions de formation, les groupements professionnels, les organisations privées.</p> <p>³ Il assure la liaison avec la Confédération et les autres départements cantonaux compétents.</p> <p>⁴ Il peut déléguer à des antennes régionales un rôle de coordination dans certains domaines.</p>	<p><i>Article 14</i></p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 9 Prise en compte des acquis de l'expérience</p> <p>¹ L'Etat promeut la mise en place de dispositifs de prise en compte des acquis de l'expérience en collaboration avec les associations professionnelles et les organes officiels.</p> <p>² L'Etat met en place des procédures de certifications diversifiées, basées sur la prise en compte des acquis de l'expérience, telle que la validation des acquis de l'expérience (VAE), ainsi que des modalités de formations adaptées à un public d'adultes.</p>

<p>Art. 9 Commission cantonale de formation continue des adultes</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat nomme une commission cantonale de formation continue des adultes, composée de sept à quinze membres représentant les milieux concernés. La commission s'organise elle-même.</p> <p>² Elle examine les questions en rapport avec la formation continue des adultes découlant de la présente loi et fait des propositions au Département, respectivement au Conseil d'Etat, dans le cadre des lignes directrices cantonales. Elle établit un rapport annuel destiné au Conseil d'Etat et aux partenaires.</p> <p>³ Elle préavise les demandes de subventions</p>	<p><i>Article 25</i></p>
<p><i>Article 4 alinéa 1 et complément</i></p>	<p>Art. 10 Egalité des chances</p> <p>¹ Dans les offres de formation continue qu'il réglemente ou qu'il soutient, l'Etat s'efforce notamment:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) de réaliser l'égalité effective entre les femmes et les hommes; b) de tenir compte des besoins particuliers des personnes handicapées; c) de faciliter l'intégration des étrangers; d) de faciliter l'accès des personnes de catégories sociales et professionnelles désavantagées; e) de faciliter la réinsertion professionnelle.

<p>Art. 10 Rôle des communes</p> <p>1 Les communes peuvent conclure des accords avec d'autres collectivités publiques ou avec des organisations privées ayant pour but la formation continue des adultes.</p> <p>2 Les communes sont tenues de mettre à disposition leurs infrastructures, dans la mesure de leurs possibilités.</p> <p>3 Les régions ou communes peuvent désigner un répondant assurant les relations avec le Département</p>	<p><i>Article 16</i></p>
<p><i>Article 7 complément / nouvel article</i></p>	<p>Art. 11 Concurrence</p> <p>¹ L'organisation, l'encouragement et le soutien de la formation continue par l'Etat ne doivent pas entraver la concurrence.</p> <p>² La concurrence n'est pas entravée au sens de l'alinéa 1 si la formation continue:</p> <p>a) est proposée à un prix permettant au moins de couvrir les coûts effectifs, ou;</p> <p>b) n'est pas en concurrence avec des offres non subventionnées proposées par des prestataires privés.</p> <p>³ Des entraves à la concurrence sont admissibles dans la mesure où elles se justifient par un intérêt public prépondérant, sont proportionnées au but visé et se fondent sur une base légale.</p>
<p>Section 4: Dispositions administratives, financières et dispositions finales</p> <p>Art. 11 Soutien financier</p> <p>¹ L'Etat participe au financement de la formation continue des adultes</p> <p>² La participation de l'Etat est liée à l'existence d'un intérêt public, à la qualité de l'action de formation et à une contribution du bénéficiaire.</p>	<p><i>Article 6</i></p>

<p>³ Le Grand Conseil fixe les crédits budgétaires sur la base d'une planification financière pluriannuelle.</p> <p>⁴ S'il est nécessaire et opportun, le Conseil d'Etat peut prendre des mesures spéciales limitées dans le temps pour un public cible</p> <p>⁵ Il peut créer, pour un public cible, des chèques de formation ou un fonds de formation continue.</p>	
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 12 Promotion et soutien de la formation continue</p> <p>¹ Afin de mieux concilier vie professionnelle et formation continue, les mesures suivantes sont notamment prises:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) mise à disposition de portails d'information, de conseil et de suivi des procédures individuelles; b) diversification des modalités de formation, notamment centres de formation pour adultes, classes d'adultes, e-learning; c) certifications intermédiaires segmentant le parcours de formation ; d) aides financières directes ou indirectes aux candidats en formation et aux prestataires; e) coordination avec les commissions professionnelles existantes; f) synergies entre les partenaires de l'emploi et de la collaboration interinstitutionnelle (CII) permettant de rendre disponibles des mesures combinées.
<p>Art. 12 Règlement d'exécution</p> <p>Le Conseil d'Etat édicte les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.</p>	<p><i>Article 31</i></p>
<p><i>Article 7</i></p>	<p>Chapitre 3 : Organes, acteurs et leurs compétences</p> <p>Art. 13 Conseil d'Etat</p> <p>¹ En vue de favoriser la formation continue, le Conseil d'Etat prend les mesures suivantes:</p>

	<ul style="list-style-type: none"> a) il prend en compte les besoins et encourage les mesures qui revêtent une utilité publique; b) il en assure la promotion avec les organes publics et privés d'information, de formation et de conseil; c) il prend l'initiative d'adhérer à des organisations, interrégionales, intercantionales ou internationales de formation continue et de s'associer à leurs projets; d) il encourage le développement de méthodes et de projets innovants en lien avec les besoins du marché du travail et des personnes; e) il met à disposition des acteurs certaines infrastructures cantonales; f) il encourage les formations de formateurs et leur perfectionnement.
<p><i>Article 8</i></p>	<p>Art. 14 Département en charge de la formation</p> <p>¹ Le département en charge de la formation (ci-après : le département) a les compétences suivantes:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) il assure la coordination et le monitoring des mesures de formation; b) il assure, de manière concertée, l'évaluation des besoins des entreprises et des personnes; c) il met en place un portail cantonal régionalisé assurant l'information et le conseil aux personnes et aux entreprises; d) il assure la liaison avec les différents partenaires, de la formation, du conseil, de l'emploi et du marché du travail; e) il applique les principes et pratiques découlant de la collaboration interinstitutionnelle (CII); f) il peut déléguer à des antennes régionales un rôle de coordination dans certains domaines; g) il assure la coordination avec les services de la Confédération et avec les autres départements des cantons compétents; h) il charge le service en charge de la formation professionnelle d'élaborer les programmes cantonaux prévus par l'ordonnance fédérale sur la formation continue (OFCo).

<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 15 Etablissements et institutions de formation continue</p> <p>¹ En principe, la formation continue au sens de l'article 3 de la présente loi est dispensée par:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) les institutions privées reconnues d'intérêt public et agréées par l'Etat; b) les associations professionnelles représentatives de professions et/ou formations réglementées au plan fédéral, intercantonal ou cantonal; c) d'autres institutions reconnues par les partenaires de la collaboration interinstitutionnelle (CII); d) les collectivités publiques et les établissements de droit public; e) les établissements de l'enseignement public post-obligatoire. <p>² Tous les établissements et institutions dispensant de la formation continue sont soumis aux exigences des articles 8 à 12 de la présente loi.</p>
<p><i>Article 10</i></p>	<p>Art. 16 Communes</p> <p>¹ Les communes participent à l'évaluation des besoins et des mesures de formation continue ainsi qu'à leur promotion.</p> <p>² Les communes sont partenaires à la coordination, à la gestion de la formation continue et à la gestion des compétences de base.</p> <p>³ Les communes développent une approche proactive de la gestion des mesures de formation continue, notamment en concluant des accords avec d'autres collectivités publiques ou avec des organisations privées ayant pour but la formation continue des adultes.</p> <p>⁴ Les communes sont tenues de mettre à disposition leurs infrastructures, dans la mesure de leurs possibilités.</p> <p>⁵ Les communes transmettent, à la demande de la Commission de gestion du fonds cantonal de formation continue des adultes, les informations nécessaires en matière de formation continue, notamment s'agissant des mesures entreprises ou à entreprendre.</p>

<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Chapitre 4 : Acquisition et maintien des compétences de base chez l'adulte</p> <p>Art. 17 Nature des compétences de base</p> <p>¹ Les compétences de base représentent les conditions minimales requises pour l'apprentissage tout au long de la vie. Elles couvrent des connaissances et compétences fondamentales dans les domaines suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) lecture, écriture et expression orale dans une langue nationale; b) mathématiques élémentaires; c) utilisation des technologies de l'information et de la communication; d) compétences sociales permettant la participation autonome à la vie professionnelle. <p>² La maîtrise des compétences de base constitue, pour les adultes comme pour les jeunes, le prérequis essentiel à l'accès au système suisse de formation.</p> <p>³ L'acquisition des compétences de base chez l'adulte a pour objectif l'intégration professionnelle dans le premier marché du travail.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 18 Objectifs</p> <p>¹ L'Etat poursuit les objectifs suivants en matière de formation continue :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) intégrer les compétences de base des adultes comme premier niveau de formation qualifiante; b) s'engager pour que les adultes puissent acquérir et maintenir leur maîtrise des compétences de base, ceci en lien avec le marché de l'emploi et en partenariat avec la collaboration interinstitutionnelle (CII) et les associations professionnelles; c) évaluer les besoins, coordonner les offres et mettre en place des mesures d'encouragement permettant d'accéder aux prestations; d) mettre en place un système de certification officielle permettant l'accès au système suisse de formation.

<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Chapitre 5 : Encouragement aux formations qualifiantes non subventionnées par la Confédération</p> <p>Art. 19 Définition</p> <p>¹ Les formations qualifiantes non subventionnées constituent tous les cours et examens non pris en compte par le système de financement de la Confédération.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 20 Objectifs</p> <p>¹ L'Etat encourage financièrement les formations qualifiantes aboutissant à un certificat ou à une attestation de formation et dont l'intérêt pour l'économie cantonale est avéré.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Chapitre 6 : Encouragement de la formation continue non formelle</p> <p>Art. 21 Définition</p> <p>¹ La formation continue non formelle rassemble l'ensemble des activités d'apprentissage tout au long de la vie, structurées et favorisant l'employabilité des individus.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 22 Objectifs</p> <p>¹ L'Etat encourage financièrement les formations continues, telles que, des cours, des séminaires, workshops, e-learning, dans le but d'améliorer les connaissances, les aptitudes et les compétences des participants.</p>

<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Chapitre 7 : Fonds cantonal en faveur de la formation continue</p> <p>Art. 23 Principe</p> <p>¹ La présente loi crée un fonds cantonal spécifique en faveur de la formation continue des adultes (ci-après : le fonds) doté de la personnalité juridique.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 24 Organisation</p> <p>¹ Les organes du fonds sont:</p> <p>a) la commission de gestion ;</p> <p>b) un organe de contrôle défini par le Conseil d'Etat.</p>
<p><i>Article 9 et nouvel article</i></p>	<p>Art. 25 Commission de gestion</p> <p>¹ La commission de gestion est l'organe de décision et de gestion du fonds.</p> <p>² Elle est nommée par le Conseil d'Etat et se compose de représentants de l'Etat, des organisations du monde du travail et d'autres milieux compétents.</p> <p>³ Elle prend ses décisions à la majorité des membres présents.</p> <p>⁴ Le règlement d'exécution du Conseil d'Etat fixe le nombre et la répartition des membres, les compétences et le fonctionnement de cet organe</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 26 Administration du fonds</p> <p>¹ L'administration du fonds est confiée à l'administrateur du fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle (FCFP).</p> <p>² Il est subordonné fonctionnellement à la commission de gestion prévue à l'article 25 de la présente loi.</p> <p>³ Il est chargé de l'administration du fonds et de la promotion du fonds auprès des bénéficiaires potentiels</p>

<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 27 Objectifs du fonds</p> <p>¹ Le fonds vise à:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) répartir la charge liée aux différentes mesures de formation continue entre tous les partenaires; b) faciliter l'implication des entreprises et des associations professionnelles dans la gestion de la formation continue; c) encourager, pour tous les secteurs professionnels et les entreprises, les actions innovantes dans le domaine de la formation continue; d) stimuler les démarches collectives concertées en n'accordant, en principe, pas d'aide individuelle. <p>² Le fonds ne se substitue notamment pas:</p> <ul style="list-style-type: none"> a) au régime ordinaire des subventions fédérales; b) aux prestations de la loi de la loi sur les allocations de formation (LAF) ; c) aux mesures de prise en charge de réinsertion professionnelle prévues par d'autres bases légales.
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 28 Prestations du fonds</p> <p>¹ Le fonds peut financer, dans les limites du règlement du Conseil d'Etat, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> a) des actions entreprises par les associations professionnelles et les collectivités publiques, seul ou paritairement, pour améliorer la formation continue des employés; b) à titre exceptionnel, des entreprises privées dont le secteur n'est pas couvert par des associations professionnelles pour autant qu'elles formulent leur demande par une organisation paritaire; c) l'innovation et la coordination de projets de formation et de certification qui fédèrent les différents partenaires; d) la promotion de la formation de spécialistes et experts dans les domaines de l'évaluation, de construction et de réalisation de projets; e) la mise en place de nouvelles méthodes de formation continue, telles que e-learning, blended learning, accompagnement individualisé, moyens auxiliaires, digitalisation; f) des actions de promotion et d'information pour la formation continue

	<p>et la qualification professionnelle.</p> <p>² Lorsque le taux régional de chômage atteint 5 pour cent, le fonds et l'Etat accentuent fortement l'effort de soutien à la formation continue en allouant au budget annuel un montant extraordinaire supplémentaire, dans la limite des ressources disponibles.</p>
<p><i>Nouvel article</i></p>	<p>Art. 29 Ressources du fonds</p> <p>¹ Les ressources du fonds sont constituées par une contribution annuelle négociée des différentes parties, soit l'Etat, les Communes, les employeurs et les employés:</p> <p>a) l'Etat, par le département, conformément aux principes fixés à l'article 6 de la présente loi, pour un montant annuel variant entre 500'000 et 700'000 francs, sous réserve des disponibilités financières, comprenant une participation de 1/5 des communes;</p> <p>b) les employeurs et les employés de la manière suivante:</p> <p>1. pour les employeurs: via le fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle (LFFP) selon le pourcentage prévu à l'article 9 alinéa 1bis de la LFFP, soit entre 0,02 et 0,04 pour mille, et via les branches professionnelles disposant de leur propre fonds de formation, selon le même pourcentage,</p> <p>2. pour les employés: via le fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle et ceux des branches professionnelles disposant de leur propre fonds de formation, par une retenue de salaire variant, en fonction des besoins du fonds, entre 0,01 et 0,02 pour mille de la masse salariale déclarée à l'AVS par son ou ses employeur/s.</p>

<p>Art. 13 Recours</p> <p>¹ Les décisions prises en application de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat.</p> <p>² Les décisions du Conseil d'Etat peuvent être déferées au Tribunal cantonal.</p> <p>³ La loi sur la procédure et la juridiction administratives règle la procédure.</p>	<p>Chapitre 8 : Voies de droit</p> <p>Art. 30 Autorités de recours et procédure</p> <p>¹ Les décisions de la commission de gestion du fonds prises en application de la présente loi peuvent faire l'objet d'un recours au Conseil d'Etat dans les 30 jours à compter de leur notification.</p> <p>³ La loi sur la procédure et la juridiction administratives (LPJA) règle la procédure.</p>
<p><i>Article 12</i></p>	<p>Chapitre 9 : Disposition finale</p> <p>Art. 31 Dispositions d'exécution</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat édicte par voie d'ordonnance et de règlement toutes les dispositions utiles en vue de l'application de la présente loi.</p>
<p><i>Nouvelle disposition</i></p>	<p>T1 : Disposition transitoire</p> <p>Art. T1-1</p> <p>¹ Les procédures pendantes lors de l'entrée en vigueur de la loi sont poursuivies conformément à l'ancien droit.</p>
<p><i>Nouvelle disposition</i></p>	<p>II.</p> <p>L'acte législatif intitulé Loi sur le fonds cantonal en faveur de la formation professionnelle (LFFP) du 17.06.20051) (Etat 01.01.2013) est modifié comme suit:</p> <p>Art. 3 al. 1</p> <p>¹ Le fonds vise à:</p> <p>c) (modifié) encourager les actions innovatrices dans le domaine de la formation professionnelle, du perfectionnement professionnel et du recrutement professionnel;</p>

	<p>d) (nouveau) soutenir la formation continue conformément à la loi sur la formation continue des adultes (LFCA).</p> <p>Art. 4 al. 1 ¹ Le fonds contribue à financer, dans les limites du règlement d'exécution, notamment: i) (modifié) les autres mesures liées à la formation, au perfectionnement, au recrutement et au placement des jeunes; j) (nouveau) la formation continue des adultes.</p> <p>Art. 9 al. 3 (nouveau) ³ La part allouée au Fonds cantonal en faveur de la formation continue varie entre 0,03 et 0,06 pour mille en fonction des besoins de ce fonds. La part employée de 0,01 à 0,02 pour mille s'ajoute au taux de la contribution mentionné à l'alinéa 2 du présent article.</p> <p>III. L'acte législatif intitulé Loi sur la formation continue des adultes (LFCA) du 02.02.20012) (Etat 01.07.2001) est abrogé.</p>
<p>Art. 14 Entrée en vigueur</p> <p>¹ Le Conseil d'Etat est chargé de l'exécution de la présente loi. ² La présente loi est soumise au référendum facultatif. ³ Le Conseil d'Etat fixe la date de son entrée en vigueur</p>	<p>IV. Cet acte législatif est soumis au référendum facultatif Le Conseil d'Etat fixe l'entrée en vigueur.</p>

Ainsi projeté en Conseil d'Etat à Sion, le

La présidente du Conseil d'Etat: **Esther Waeber-Kalbermatten**
Le chancelier d'Etat: **Philipp Spörri**